

Cette fiche ressource n'a pas vocation à supplanter le travail des certificateurs Qualité, seuls à même de délivrer la certification qualité d'un CFA. Par contre, elle prétend préciser les attentes des Ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur en tant que Ministères certificateurs, pour les CFA ayant fait le choix de proposer des diplômes sous leurs responsabilités. Elle constitue une proposition régionale.

Q21/E33

QualiOpi indicateur 21
Eduform indicateur 33

Le guide *ultime* en apprentissage

Mission « Information – Contrôle – Accompagnement pédagogique »
© Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le prestataire détermine, mobilise et évalue les compétences des différents intervenants internes et/ou externes, adaptées aux prestations.

Les enjeux

Recruter les profils et le nombre de formateurs adaptés aux certifications proposées et au nombre d'apprentis accueillis.

Les points d'appui

[Article R6231-4](#) du Code du travail – Mission 4

Passeport de [compétences](#)

Fiches régionales :

- [Fiche ressource « Professionnalisation des formateurs »](#) et [fiche pratique \(grilles, guides, etc.\)](#)
« Accompagnement de la professionnalisation des formateurs »

Fiches conseils à disposition dans le cas de doutes ou d'interrogations sur le [recrutement d'un formateur](#)

Développer les compétences pédagogiques des formateurs – ressources à consulter sur le site de [l'académie de Rennes](#)

Les actions à conduire par priorités

Formaliser un ensemble de procédures permettant au CFA :

- de s'assurer que les compétences requises pour réaliser les formations ont été définies en amont et sont adaptées aux prestations,
- de contrôler la maîtrise des compétences nécessaires pour enseigner (*cette évaluation est spécifiquement attendue du CFA*),
- un accueil spécifique (livret d'accueil, ...) et un accompagnement pendant les premiers mois de la prise de fonction des nouveaux formateurs,
- d'assurer la continuité pédagogique dès l'absence d'un formateur (de courte et de longue durée selon le cas).

Les points de vigilance à respecter

- **Veiller tout particulièrement lors des recrutements :**
 - Aux titres et qualités des candidats et de leur relation avec les diplômes cibles et les disciplines enseignées (à noter, des attendus peuvent exister dans certaines spécialités ou disciplines, à l'exemple de l'EPS qui nécessite l'obtention de la Licence Staps avec la mention "Education et Motricité" et des habilitations au secourisme et au sauvetage aquatique) ;
 - Au caractère vierge des casiers judiciaires des candidats,
 - Et à la nature et à la diversité de leurs expériences professionnelles en lien avec les enseignements cibles.
- **Recourir au [passeport de compétences](#)**, service mandaté par le ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion, pour éviter les fraudes en matière de diplômes.
- **Solliciter le [coordonnateur régional](#)** de la mission dans le cas de doutes dans le recrutement d'un formateur (via la [fiche ad hoc](#)).
- **Désigner un référent tuteur** (disciplinaire ou de spécialité), en particulier pour accompagner les premiers pas des néo-formateurs.
- **Prendre appui** sur le conseil de perfectionnement du CFA pour traiter et améliorer les conditions générales de préparation et de perfectionnement pédagogique des formateurs ([Article R6231-4](#) du Code du travail – Mission 4).
A noter la vigilance en matière d'heures supplémentaires (la responsabilité de la preuve doit être partagée entre le salarié et l'employeur – cf [article de Centre Inffo](#) de janvier 2024).

Les actions « remarquables » à valoriser ou à suivre

- **Un audit des formateurs pour évaluer les qualités pédagogiques et l'adéquation des contenus aux référentiels.**

Créée le : 25 août 2023

Dernière mise à jour : 17 juin 2024

Précisions

SOMMAIRE

- Le [recrutement des formateurs](#)
- Le recrutement d'[intervenants extérieurs](#)
- L'[évaluation des compétences](#) des formateurs

Les principaux sujets de préoccupation des CFA

SOMMAIRE

- La [neutralité des membres de la mission](#) de contrôle pédagogique

PRÉCISIONS

1. Le recrutement des formateurs

Organisme de formation : veillez à contrôler les titres/qualités des personnels intervenant dans vos formations
Extrait du site [Centre info](#) – 5 septembre 2022

« Les organismes de formation doivent justifier des titres et qualités des personnels d'enseignement et d'encadrement qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les prestations de formation qu'ils réalisent, et de la relation entre ces titres et qualités et les prestations réalisées dans le champ de la formation professionnelle (article L6352-1 du Code du travail). Le non-respect de cette obligation peut conduire, après contrôle, à l'annulation de la déclaration d'activité (article L6351-4 du Code du travail), voir à une sanction pénale (amende de 4 500 euros – article L6355-6 du Code du travail). Par ailleurs, si l'organisme de formation ne présente pas « *tous documents et pièces établissant (...) les moyens mis en œuvre* » – au titre desquels figurent les moyens pédagogiques – pour réaliser les actions de formation, celles-ci sont réputées ne pas avoir été exécutées et donnent lieu à remboursement au cocontractant des sommes indûment perçues (article L 6362-6 du code du travail).

Les enjeux sont donc de taille pour le prestataire de formation. Un arrêt de la Cour administrative d'appel (CAA) de Marseille en date du 18 février 2022, est une illustration de l'application de cette règle et de sa portée.

Dans cette affaire, un organisme est contrôlé sur plusieurs actions de formation professionnelle. Au cours des contrôles qu'elle effectue, l'administration relève des incohérences dans le déroulement des formations. Notamment, le fait que plusieurs salariés de l'organisme de formation encadraient des stagiaires pour des formations de même niveau que celles qu'ils suivaient eux-mêmes en tant que stagiaires, voire encadraient des formations de niveau supérieur.

Pour se défendre, l'organisme de formation avance l'argument suivant : une distinction doit être faite entre « *les enseignants diplômés qui assurent l'enseignement théorique et les encadrants qui forment les stagiaires au plan pratique sans avoir les diplômes théoriques correspondants pour lesquels ils se forment.* »

Cette distinction est jugée inopérante par les juges de la CAA. Le législateur vise en effet les personnels d'enseignement et d'encadrement qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les prestations de formation.

Pour l'administration, « *Les moyens pédagogiques se différencient des méthodes pédagogiques ou didactiques dont le choix est laissé au formateur ou au responsable de la formation.* » En revanche, les organismes de formation « *doivent produire les éléments permettant d'apprécier la correspondance des titres et qualités des personnels intervenant dans les prestations réalisées, qu'ils soient encadrants ou formateurs* » ([Circ. DGEFP n° 2011-01 du 6.1.11 \(BOT n° 2011-01 du 30.1.11\)](#)). Et ces personnels doivent disposer « *des compétences techniques, professionnelles pratiques ou théoriques en rapport avec le*

domaine de connaissances concerné et ayant, pour les formateurs, la capacité de transmettre leurs connaissances. » (circ. préc).

On rappellera enfin, qu'une obligation complémentaire s'impose aux CFA puisque ces derniers doivent également vérifier que les enseignants n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour des faits constituant des manquements à la probité, aux bonnes mœurs et à l'honneur (article L6352-2 du Code du travail).

[CAA de MARSEILLE, 7ème chambre, 18/02/2022, 19MA03981, Inédit au recueil Lebon](#)

Sur le même point, voir notre [actualité du 25 aout 2020](#) (accès libre)

Important : Pour des cas particuliers et/ou des doutes sur la durée du parcours de formation, il est conseillé au CFA de compléter la fiche conseil disponible sur [la page régionale](#) dédiée à la mission d'information et de contrôle pédagogique (ou directement [en cliquant ici](#)).

Selon le cas, le coordonnateur de la mission de contrôle pédagogique des formations par apprentissage prendra l'attache de la DEC et/ou l'inspecteur de la spécialité ou de la discipline.

On entend par formateur, toute personne qui réalise des actions prévues à [l'article L. 6313-1](#) c'est-à-dire les actions concourant au développement des compétences qui entrent dans le champ d'application des dispositions relatives à la formation professionnelle, dont notamment :

1° Les actions de formation ;

4° Les actions de formation par apprentissage, au sens de [l'article L. 6211-2](#).

Pour rappel, l'article L. 6313-1 comprend également

2° Les bilans de compétences ;

3° Les actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience, dans les conditions prévues au livre IV de la présente partie ;

Depuis la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les CFA relèvent des règles de droit commun qui s'appliquent aux organismes de formation. Les dispositions spécifiques encadrant les niveaux de qualification requis des enseignants en CFA ont été abrogées (ancien [Article R.6233-13 du code du travail](#)).

Le code de l'éducation renvoie, sur le sujet du recrutement et des qualifications exigées du directeur et du personnel enseignant, aux dispositions du code du travail ([Article R431-4](#)).

Désormais, il appartient au CFA de justifier des titres et qualités des personnels d'enseignement qui interviennent dans les prestations de formation ([Article L. 6352- 1 du code du travail](#)).

Par conséquent, il n'est plus tenu d'adresser une demande d'autorisation de non-opposition à enseigner aux services du rectorat.

Le CFA choisit donc librement ses formateurs, en déterminant le niveau de formation, de diplômes ou de titres professionnels qu'il attend de ses formateurs lors du recrutement.

Il apprécie également l'adéquation entre les compétences des personnels et les prestations dispensées : « *La personne mentionnée à l'article L. 6351-1 doit justifier des titres et qualités des personnels d'enseignement et d'encadrement qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les prestations de formation qu'elle réalise, et de la relation entre ces titres et qualités et les prestations réalisées dans le champ de la formation professionnelle.* » ([Article L6352-1 du code du travail](#))

Il revient donc au CFA :

- de s'assurer du lien entre les titres et les qualités des personnels d'enseignement et d'encadrement qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les formations qu'il dispense (article L. 6352-1 du Code du travail),
- et d'apporter les preuves du lien entre les diplômes et les qualités des personnels d'enseignement et d'encadrement qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les formations qu'il dispense.

Le CFA doit de plus s'assurer que l'enseignant n'a pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour des faits constituant des manquements à la probité, aux bonnes mœurs et à l'honneur.

Cette disposition s'applique également aux autres personnels au sein de l'organisme de formation :

Le texte de référence est l'article L6352-2 du Code du travail : "Nul ne peut, même de fait, exercer une fonction de direction, d'enseignement aux apprentis ou d'administration dans un organisme de formation s'il a fait l'objet d'une condamnation pénale pour des faits constituant des manquements à la probité, aux bonnes mœurs et à l'honneur".

Ainsi, cette disposition s'applique de manière indifférente aux personnels d'enseignement, administratifs et de direction d'un organisme de formation. Il revient au CFA, certes de contrôler le caractère vierge du casier de ces personnels, mais également d'en garder trace car ces pièces pourraient vous être demandées dans le cas d'un contrôle pédagogique, voire d'un audit qualité.

La circulaire [Circ. DGEFP n° 2006-10 du 16.3.06 \(BOT n° 2006-4 du 30.4.06\)](#) apporte quelques précisions sur les exigences relatives aux titres et qualité des intervenants. Les formateurs doivent disposer :

- de compétences techniques, professionnelles pratiques ou théoriques (sanctionnées par un titre ou un diplôme ou découlant d'expériences professionnelles) ;
- et de la capacité de transmettre ses connaissances.

Si besoin, les CFA pourront toujours s'inspirer des conditions qui prévalaient avant la Loi pour qu'une personne puisse enseigner dans un CFA (même si elles ne sont plus d'actualité) :

« Une personne appelée à enseigner dans un CFA justifie :

<p>1° Pour exercer des fonctions d'enseignement général, du niveau de qualification exigé des candidats postulant à un emploi d'enseignement dans les établissements publics d'enseignement préparant à des diplômes professionnels ou des titres de même nature et de même niveau, conformément aux conditions arrêtées par le ministre intéressé</p>	<p>Master ou diplôme reconnu équivalent (DEA, DESS, diplôme d'ingénieur, diplômes des IEP ; titre ou diplôme sanctionnant au moins 5 ans d'études supérieures ; titre ou diplôme classé au niveau I du RNCP) (1), (2), (3), (4)</p> <p>Pour l'EPS, licence en STAPS (ou équivalent) + master (éventuellement dans un autre domaine) (3)</p>
<p>2° Pour exercer des fonctions d'enseignement technique, théorique et d'enseignement pratique :</p>	
<p>a) Soit du niveau de qualification exigé des candidats à un emploi d'enseignement dans un établissement public d'enseignement</p>	<p>- Master (1), (2), (3), (4)</p> <p>- 5 ans d'activité professionnelle effectués en qualité de cadre (2) (5)</p> <p>- Dans les spécialités professionnelles : 5 ans de pratique professionnelle + diplôme sanctionnant 2 ans d'études supérieures (BTS, DUT, titre ou diplôme de niveau III) (2)</p> <p>- Dans les spécialités pour lesquelles il n'existe pas de diplôme de l'enseignement supérieur : 7 ans de pratique professionnelle + diplôme de niveau IV (2)</p>
<p>b) Soit d'un diplôme ou d'un titre de même niveau que le diplôme ou le titre auquel prépare l'enseignement professionnel dispensé et d'une expérience professionnelle minimum de deux ans dans la spécialité enseignée au cours des dix dernières années. »</p>	<p>Exemples :</p> <p>Pour enseigner en CAP : 2 ans d'expérience dans la spécialité + diplôme de niveau V (CAP, BEP, etc.).</p> <p>Pour enseigner en bac professionnel : 2 ans d'expérience dans la spécialité + diplôme de niveau IV (bac, BP, etc.)</p> <p>NB : L'expérience professionnelle minimum de 2 ans requise dans la spécialité enseignée au cours des 10 dernières années peut avoir été acquise avant l'obtention du diplôme détenu. Le diplôme ou le titre peut ne pas être de même nature que celui de la spécialité enseignée</p>

Textes de références :

- Articles 8 et 13 du décret n°72-581 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs certifiés
- Article 6 du décret n°92-1189 du 6 novembre 1992 relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel
- Arrêté du 31 décembre 2009 fixant les diplômes et les titres permettant de se présenter aux concours externes et internes de recrutement des personnels enseignants des premier et second degrés et des personnels d'éducation relevant du ministre chargé de l'éducation nationale
- Décret n°99-747 du 30 août 1999 relatif à la création du grade de master
- Article 13 du décret n°72-581 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs certifiés

Le Ministère de l'Éducation nationale n'a pas défini un niveau de qualification minimum. Même s'il n'y a pas d'exigence de qualification, le CFA doit respecter les attendus du label qualité QUALIOPI ou EDUFORM selon le cas (cf [référentiel national de certification qualité des organismes de formation](#)).

Critère 5 : La qualification et le développement des connaissances et compétences des personnels chargés de mettre en œuvre les prestations

Indicateur 21 : Le prestataire détermine, mobilise et évalue les compétences des différents intervenants internes et/ou externes, adaptées aux prestations. Il démontre que les compétences requises pour réaliser les prestations ont été définies en amont et sont adaptées aux prestations. La maîtrise de ces compétences fait par ailleurs l'objet d'une évaluation par le prestataire.

Indicateur 22 : Le prestataire entretient et développe les compétences de ses salariés, adaptées aux prestations qu'il délivre. Il démontre l'existence d'un plan de développement des compétences pour l'ensemble de son personnel.

Les compétences des formateurs en CFA pourront être vérifiées, dans le cadre du contrôle pédagogique, par la mission de contrôle pédagogique (cf point V de [la circulaire sur l'organisation et le fonctionnement du contrôle pédagogique des formations par apprentissage](#))

Sources :

- *Communications de la DGESCO (6 avril 2022) – Sébastien Begey - Chef du bureau des lycées professionnels, de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue - Sous-direction des lycées et de la formation professionnelle*
- *Extrait du [Précis de l'apprentissage](#) du Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion de septembre 2021 – pages 37).*

5. Le recrutement des enseignants

Avant la loi du 5 septembre 2018, le personnel enseignant du CFA devait justifier du même niveau de qualification que celui exigé des candidats postulant à un emploi d'enseignement dans les établissements publics d'enseignement préparant à des diplômes professionnels, ou à des titres de même nature et de même niveau (article R. 6233-13 abrogé du code du travail). Cette justification prenait souvent la forme d'une autorisation donnée par le rectorat.

Ces dispositions spécifiques encadrant le niveau de qualification requis des enseignants des CFA ont été abrogées. C'est donc la réglementation de droit commun des organismes de formation qui s'applique.

Aucune autorisation systématique n'est requise pour le recrutement d'un enseignant ; le CFA choisit librement ses enseignants. C'est à lui de s'assurer du lien entre les titres et qualités des personnels d'enseignement et d'encadrement et les prestations de formation dans lesquelles ils interviennent à quelque titre que ce soit.

Toutefois, certains certificateurs exigent néanmoins du formateur un niveau de qualification pour l'autoriser à dispenser sa prestation. C'est pourquoi, il est impératif de se rapprocher des certificateurs en amont de la dispense de la formation.

Le CFA doit de plus s'assurer que l'enseignant n'a pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour des faits constituant des manquements à la probité, aux bonnes mœurs et à l'honneur.

A noter : des critères relatifs à la qualification et à la professionnalisation des personnels chargés des prestations sont inclus dans le référentiel national de certification qualité des organismes de formation.

Lien vers le référentiel : <https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/guide-lecture-referentiel-qualite.pdf>

Références : Article L.6352-1 du code du travail Article L. 6352-2 du code du travail

2. Le recrutement d'intervenants extérieurs

Un OFA peut conclure avec des établissements d'enseignement, des organismes de formation ou des entreprises, une convention prévoyant les conditions selon lesquelles tout ou partie des enseignements normalement dispensés par les CFA peuvent être réalisés en leur sein.

Cette contractualisation n'entraîne pas d'obligation pour le co-contractant de l'OF-CFA à procéder à une déclaration d'activité.

L'OFA conserve la responsabilité pédagogique et administrative des enseignements dispensés.

Sources : L. 6232-1 du Code du travail

Par ailleurs, un prestataire indépendant peut assurer seul les différentes fonctions.

Les dispositions applicables dans le recrutement des formateurs (cf annexe n°16) s'appliquent également aux intervenants extérieurs.

Article L6352-1 [Modifié par LOI n°2009-1437 du 24 novembre 2009 - art. 49](#)

La personne mentionnée à l'article L. 6351-1 doit justifier des titres et qualités des personnels d'enseignement et d'encadrement qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les prestations de formation qu'elle réalise, et de la relation entre ces titres et qualités et les prestations réalisées dans le champ de la formation professionnelle.

3. L'évaluation des compétences des formateurs

Des fiches ressources sont à la disposition des CFA qui reprennent et explicitent les compétences professionnelles attendues des enseignants. Elle peut être un outil d'aide utile.

Fiche ressource « [Référentiel métier formateur](#) » et [fiche pratique](#) (grilles, guides, etc.) « Accompagnement de la professionnalisation des formateurs ».

En complément, cette fiche présente un exemple pouvant être « inspirant » de la manière dont sont évalués les enseignants stagiaires dans l'académie d'Aix-Marseille (Inspé 2024)

En voici les principales étapes du process :

- Auto-évaluation de l'enseignant stagiaire et confrontation avec son tuteur

Sur la base de situations professionnelles par méta-compétences du référentiel métier de l'enseignant

Situations professionnelles	Auto-analyse personnelle : Comment je m'y prends ? Quelles sont mes outils ? Quels difficultés rencontrées ? Quels leviers ?	Compétences métier mobilisées	Niveau de maîtrise			
			Très bien : je me sens à l'aise et autonome	Satisfaisant : j'ai besoin d'aides et de conseils ponctuels	Fragile : j'ai besoin d'aides et de conseils récurrents	En difficultés : je ressens le besoin d'un fort accompagnement
1- Fonder son enseignement sur une culture disciplinaire solide, ancrée dans des Savoirs actualisés		P1 Maîtriser les savoirs disciplinaires et leur didactique				
		CC7 Maîtriser la langue française à des fins de communication				
		CC3 Intégrer les éléments de la culture numérique nécessaires à l'exercice de son métier				

Un niveau de maîtrise à 4 niveaux :

Niveau de maîtrise			
Très bien ; en autonomie en général	Satisfaisant ; nécessite des aides et des conseils ponctuels	Fragile ; nécessite des aides et des conseils récurrents	En difficultés ; nécessite un fort accompagnement

Une aide pour se positionner, avec la mise à disposition d'indicateurs de performance

D- Aide : indicateurs de performance reliés aux 5 situations professionnelles

Situations professionnelles	Indicateurs de performance
1- Fonder son enseignement sur une culture disciplinaire solide, ancrée dans des Savoirs actualisés	<p>Je connais et je maîtrise les enseignements dont j'ai la responsabilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - je maîtrise les savoirs et savoirs-faire attendus - j'identifie et je mobilise des ressources documentaires et numériques (veille professionnelle) adaptés - je connais et je sais utiliser les documents de références institutionnels comme les programmes et référentiels
2- Préparer les séances d'apprentissage	<p>Je sais préparer mes séances de classes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - j'utilise et je construis les outils professionnels indispensables : fiches séances, cahier journal ... - je sais construire des situations d'enseignement-apprentissage - je connais et je mobilise les démarches d'enseignement - je construis des activités permettant les apprentissages des élèves - je parviens à planifier des séances, séquences - je construis une programmation par période, mais également annuelle

- Un accompagnement renforcé proposé suivant le positionnement du stagiaire ... (extrait)

Accompagnement renforcé des personnels stagiaires 1D et 2D ANNÉE SCOLAIRE 2024-2025

Nom d'usage du stagiaire :	Niveau(x) de classe :
Nom patronymique du stagiaire :	Quotité : <input type="checkbox"/> 50% ou <input type="checkbox"/> 100%
Prénom du stagiaire :	Corps :
Discipline :	Voie d'accès à la fonction :
Établissement / école d'exercice :	Renouvellement <input type="checkbox"/> Prolongation <input type="checkbox"/> BOE <input type="checkbox"/>
Réseau / Circonscription / Ville :	Détachement <input type="checkbox"/> 1 ^{ère} Année de stage <input type="checkbox"/>

Phase 1 : Demande d'accompagnement renforcé

Ce document a vocation à informer tous les acteurs de la formation afin que chacun puisse apporter l'aide requise au dépassement des difficultés identifiées.

Constats (Points d'appui et difficultés) et analyse des difficultés au regard du référentiel de compétences :

Pouvez-vous identifier, une (des) piste(s) de résolution des difficultés ?

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Visite conseil | <input type="checkbox"/> Parcours aménagé |
| <input type="checkbox"/> Aménagement du service | <input type="checkbox"/> Renforcement du tutorat |
| <input type="checkbox"/> Actions spécifiques de formation (à préciser) : | <input type="checkbox"/> Autres (lesquelles) : |
| <input type="checkbox"/> Formation spécifique Autorité et gestion de classe | <input type="checkbox"/> Changement d'établissement |
| <input type="checkbox"/> Formation spécifique Ethique et déontologie | <input type="checkbox"/> Autres précisions : |

Demande rédigée par :

Nom, prénom :
Fonction :
Fait le :
Signature

à

- Un bilan du tuteur avant le terme du parcours de formation (extrait)

Explication des différents positionnements

- **Compétence suffisamment acquise** : à l'issue de la période, le niveau de compétence constaté permet d'envisager l'entrée dans le métier du professeur stagiaire.
- **Compétence en bonne voie d'acquisition** : le niveau de compétence constaté montre un développement professionnel en devenir nécessitant d'être poursuivi lors de la prochaine période.
- **Compétence insuffisamment acquise** : à l'issue de la période, le niveau de compétence constaté appelle une vigilance particulière au regard du développement professionnel attendu.
- **Compétence non évaluée** : le niveau de compétence n'a pas pu être observé depuis le début de l'année.

Compétences liées à la maîtrise des contenus disciplinaires et à leur didactique				
P1. Maîtriser les savoirs disciplinaires et leur didactique				
P2. Maîtriser la langue française dans le cadre de son enseignement				
Compétence	Suffisamment <u>acquise</u>	En bonne voie <u>d'acquisition</u>	Insuffisamment <u>acquise</u>	Non <u>évaluée</u>
• Maîtrise les contenus disciplinaires et les <u>concepts</u> clés utiles à son enseignement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Met en œuvre les transpositions didactiques appropriées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Identifie les savoirs et savoir-faire à acquérir par les élèves en lien avec les programmes et les référentiels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Remarque(s) et conseil(s) :				

- Une évaluation finale permettant d'acter la situation du fonctionnaire stagiaire par rapport à chaque compétence cible (extrait)

La déclinaison des compétences reprend la numérotation du référentiel

- (1) Suffisamment acquises : le niveau de compétence constaté permet d'envisager l'entrée dans le métier du professeur stagiaire.
- (2) Insuffisamment acquises : le niveau de compétence constaté n'est pas suffisant pour permettre l'entrée dans le métier au professeur stagiaire.

Compétences liées à la maîtrise des contenus disciplinaires et à leur didactique	Suffisamment acquises (1)	Insuffisamment acquises (2)
P1. Maîtriser les savoirs disciplinaires et leur didactique P2. Maîtriser la langue française dans le cadre de son enseignement		
• Maîtrise les contenus disciplinaires et les concepts clés utiles à son enseignement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Met en œuvre les transpositions didactiques appropriées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Identifie les savoirs et savoir-faire à acquérir par les élèves en lien avec les programmes et référentiels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Observations :		

Les principaux sujets de préoccupation (extrait de la [Foire aux questions](#) régionale)

La neutralité des membres de la mission de contrôle pédagogique

(Complément de la DGESCO)

La circulaire du 19 juin 2023 rappelle les éléments suivants :

2.4 La neutralité des membres de la mission de contrôle pédagogique

Il doit être veillé à l'absence de conflits d'intérêts entre les membres de la mission qui réalisent les contrôles pédagogiques et les CFA dont les formations sont contrôlées et éviter ainsi aux membres d'être à la fois juge et partie.

Ainsi une condition essentielle doit être respectée pour la désignation des experts : ils ne doivent pas exercer une fonction dans un centre de formation d'apprentis (CFA) ou être membre d'une instance interne d'un CFA, conformément à l'article R. 6251-1 du Code du travail. Les organismes qui les désignent (CPRE/CPNE, chambres consulaires) doivent être en mesure d'en attester.

La circulaire porte sur l'exercice de fonctions de pilotage du CFA (instance...), c'est-à-dire l'organe de direction / gestion du CFA : l'idée est de s'assurer de la neutralité de l'exercice du contrôle d'une formation à l'égard du CFA.

Quand l'inspecteur réalise un contrôle pédagogique, il regarde l'organisation pédagogique, la prise en charge de l'apprenti, le respect des programmes, la progression, l'alternance... pour une formation donnée. C'est donc bien l'action de formation qui est contrôlée et non le formateur (ce n'est pas une inspection).

Le corps d'inspection peut donc donner son avis sur un recrutement, intervenir en information/formation devant des enseignants et formateurs de CFA, voire réaliser une visite conseil auprès d'un formateur de CFA.

Cet avis est seulement à titre indicatif. Comme indiqué dans la FAQ apprentissage de la Dgescio, « depuis la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les CFA relèvent des règles de droit commun qui s'appliquent aux organismes de formation – cf. Code du travail (Article R431-4). Désormais, il appartient au CFA de justifier des titres et qualités des personnels d'enseignement qui interviennent dans les prestations de formation (Article L. 6352- 1 du Code du travail). Il n'est plus tenu d'adresser une demande d'autorisation à enseigner aux services du rectorat.

Le CFA choisit donc librement ses formateurs, en déterminant le niveau de formation, de diplômes ou de titres professionnels qu'il attend de ses formateurs lors du recrutement. Il apprécie également l'adéquation entre les compétences des personnels et les prestations dispensées : « La personne mentionnée à l'article L. 6351-1 doit justifier des titres et qualités des personnels d'enseignement et d'encadrement qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les prestations de formation qu'elle réalise, et de la relation entre ces titres et qualités et les prestations réalisées dans le champ de la formation professionnelle. » (Article L6352-1 du Code du travail)

D'autre part, pour rappel, au moment du contrôle, ce n'est pas le formateur qui doit être évalué, mais bien la formation dans l'ensemble de ses paramètres.

De la même manière, les inspecteurs pourraient être sollicités par d'autres CFA hors EN pour donner leur avis sur un recrutement de formateurs.